

Il y a quarante ans, l'Etat tuait Vital Michalon jeune antinucléaire



[Reporterre](#) 2017-07-31

- *Creys-Malville (Isère), reportage*

C'est une petite stèle en granit rose, plantée au milieu des champs de maïs, non loin d'un grand chêne. Presque incongrue sur cette douce colline dite « du Devin », qui surplombe la vallée du Rhône.

Gravée en lettres d'or, une épitaphe : « *En souvenir de Vital Michalon, 31 ans, tué par les forces de l'État le 31 juillet 1977 lors de la manifestation contre Superphénix.* »

« *Il est tombé à une quarantaine de mètres de là, plus haut sur la pente*, indique Yves François, agriculteur de la commune de Creys-Mépieu. *L'État ne l'a jamais reconnu, mais nous sommes convaincus qu'il a été tué par le souffle d'une grenade offensive.* » Outre la mort brutale du jeune professeur de physique, deux manifestants (et un policier) ont été mutilés — Manfred Schultz et Michel Grandjean — et des centaines d'autres blessés ce jour-là, dans une foule de plus de 60.000 personnes. Un drame terrible qui a cassé durablement le mouvement antinucléaire français. Comment en est-on arrivé là ? Quarante ans après les faits, *Reporterre* reprend le film des événements. Car « *il faut raconter, inlassablement, pour que la mémoire se transmette et que ces drames s'arrêtent* », insiste Paul Michalon, l'un des frères de Vital, présent à ses côtés ce 31 juillet [*].

En 1974, le Premier ministre Pierre Messmer lance l'accélération du programme nucléaire, avec pour objectif « *l'indépendance énergétique de la France* ». Un des piliers de ce programme est constitué des surgénérateurs. Ces réacteurs nucléaires dits « *à neutrons rapides à caloporteur sodium* » permettent (théoriquement) de générer de l'énergie à partir de combustible composé d'uranium et de plutonium issu du retraitement des combustibles déjà utilisés par des centrales classiques. Cerise sur le gâteau des nucléaristes, les surgénérateurs peuvent produire du plutonium fissile, réutilisable notamment dans les bombes atomiques. La vitrine de ce savoir-faire à la française s'appelle Superphénix : la centrale est annoncée en grande pompe, et les travaux préparatoires (forage, fouilles) commencent sur les berges du Rhône, à la limite entre l'Ain et l'Isère, à Malville.

La « raison d'État », intouchable, inattaquable

« *Tout le monde pariait sur cette invention, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) programmait plus d'une vingtaine de surgénérateurs en 2000*, explique Raymond Avrillier, qui a suivi le dossier Creys-Malville pour la Fédération de protection de la nature de Rhône-Alpes (Frapna). *Derrière, il y avait un intérêt militaire évident : fabriquer en grande quantité et à moindre coût des armes atomiques à partir du plutonium de ces réacteurs.* » Le nucléaire constitue le cœur des gouvernements Pompidou puis Giscard : la « *raison d'État* », intouchable, inattaquable. « *Dès cette époque, toute contestation a été considérée comme une atteinte à la sûreté de l'État, et a été gérée comme un problème militaire*, ajoute-t-il. *Mais nous avons sous-estimé cette dimension.* »

Car bientôt, malgré l'engouement des autorités pour l'atome, des voix discordantes se font entendre. Scientifiques et citoyens font valoir leurs doutes et leurs craintes, à l'instar de Vital Michalon. « *Vital a fait des études de physique, et il a vite compris que le surgénérateur était une folie, inutile et dangereux*, se rappelle Paul Michalon. *Nous étions tous deux baignés dans les courants antimilitariste et antitechnologie de cette époque post-soixante-huitarde.* » Pour autant, les deux

frères ne sont membres d'aucun parti et n'adhèrent pas aux comités Malville qui se forment un peu partout à partir de 1975.



De gauche à droite : Georges David, Yves François et Raymond Avrilier.

« L'opposition à la centrale de Superphénix a été initiée par des groupes antinucléaires issus des grandes villes de la région, Grenoble, Lyon, Valence, raconte Georges David, ancien opposant. En s'inspirant d'autres luttes, comme celle du Larzac, nous avons cherché à construire un mouvement capable de mobiliser en masse sans recourir à la violence, avec le soutien

*des populations locales. » Réunions d'information, recours juridiques, création de médias (le journal *Super Pholix*, Radio Active), rassemblements. La mobilisation monte, malgré les premières répressions lors de l'occupation du site en juillet 1976. Le mouvement antinucléaire français naissant se structure. Forte de cette dynamique, la coordination des comités Malville décide d'organiser une grande marche pacifiste le 31 juillet 1977.*

Très vite, l'événement s'annonce exceptionnel, plusieurs dizaines de milliers de personnes sont attendues, de France, de la Suisse voisine et d'Allemagne, où un surgénérateur est également en projet. Très vite aussi, on comprend que l'Etat se prépare... à réprimer. La manifestation n'est pas autorisée, toute circulation est interdite dans une zone de cinq km autour du chantier. *« Le secteur a été mis en état de siège quinze jours avant le 31 juillet, se rappelle Yves François. On était sans cesse contrôlés, il y avait des militaires partout. »*

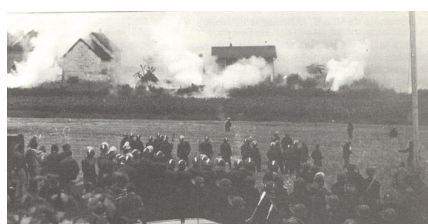
« C'était le bout de l'entonnoir, comme un piège, un guet-apens »

Le 28 juillet, le préfet de l'Isère, René Jannin, ancien préfet de police à Alger pendant la guerre d'Algérie, déclare : *« S'il le faut, je ferai ouvrir le feu sur les contestataires. »* Et tandis que le préfet et le maire de Morestel s'inquiètent d'une *« nouvelle invasion de Boches »*, des moyens exceptionnels sont déployés : 5.000 CRS et gardes mobiles, des hélicoptères, des véhicules amphibies et ponts mobiles, des parachutistes et des membres des brigades antiémeutes. *« L'État a eu peur de se retrouver avec un mouvement antinucléaire puissant, estime Georges David. Il a donc décidé d'étouffer dans l'œuf l'opposition à Superphénix. »* Pourtant, les opposants affluent en nombre le 30 juillet 1977, sans se douter de l'ampleur de la répression qui s'annonce.



Depuis Aix-en-Provence, Vital Michalon se rend en Isère avec sept amis, dont son frère Paul. *« Dans la voiture, une Peugeot 403 familiale, nous étions enthousiastes et remontés, se remémore-t-il. Vital parlait avec emphase des idées du philosophe chrétien Pierre Teilhard de Chardin... Vital n'était pas du tout un anarchiste enragé comme on a pu le dire ensuite. »*

Le 31 juillet 1977, lors de la manifestation contre Superphénix.



Après une nuit pluvieuse, les milliers de manifestants se mettent en marche, sur des routes étroites et boueuses. *« Vu la petitesse*

des routes et les restrictions de circulation, nous avons décidé de diviser la marche en trois cortèges, qui devaient tous converger à Faverges, sur la colline du Devin, raconte Georges David. Nous avons prévu des liaisons par talkies-walkies entre les groupes, mais les intempéries ont bloqué la communication. » Plusieurs habitants sont également empêchés de se rendre au rassemblement, tel Maurice François, le père d'Yves : « Les policiers sont venus faire une perquisition à la ferme le matin, ils n'ont rien trouvé, mais m'ont emmené au poste signer la déposition, se rappelle l'octogénaire. Ils m'ont fait attendre jusqu'à 12 h, je n'ai pas pu rejoindre le cortège. » Des détails qui n'en sont pas : « Les autorités ont tout fait pour mettre les populations locales dans l'impossibilité de réagir, estime Georges David. Sans la présence fondamentale des habitants, l'État a pu castagner tranquillement les militants. »



Le 31 juillet 1977, lors de la manifestation contre Superphénix.

Il est environ midi quand les premiers milliers de manifestants parviennent dans les champs pentus de la colline du Devin. Parmi eux, Vital et Paul. En contrebas, des rangées de policiers casqués, armés, bloquent le passage derrière leurs boucliers. En haut, l'hélicoptère de la préfecture sillonne un ciel pluvieux. « C'était le bout de l'entonnoir, comme un piège, un guet-apens : impossible

d'avancer, difficile de reculer puisque des milliers d'autres arrivaient sans cesse, se souvient Raymond Avrillier. Pacifistes, nous n'étions pas suffisamment préparés à répondre à une agression, nous n'étions pas bien organisés pour faire face à un tel déferlement de violence. »



Le 31 juillet 1977, lors de la manifestation contre Superphénix.

La suite des événements tragiques nous est racontée par Paul Michalon :

On s'est trouvés en haut d'un pré, et ça commençait à chauffer. Il y avait visiblement quelques dizaines d'excités qui voulaient en découdre, qui balançaient des pierres.

L'immense majorité d'entre nous assistions à cela, ahuris, stupéfaits. Que va-t-il se passer ? Le ton a monté, des grenades lacrymogènes et des grenades assourdissantes, dites "offensives", sont parties. Une horreur. Quand elle tombe près de vous, elle provoque un effet de souffle terrible, qui vous déplace. Nous avons vu Manfred Schultz perdre sa main en tentant de renvoyer une de ces grenades, puis Michel Grandjean, transporté sur un brancard et tenant ce qu'il lui restait de jambe, le visage ravagé de douleur. C'était épouvantable, la guerre, au milieu de la pluie, du brouillard, de la fumée, des détonations. Il fallait qu'on s'en aille. Mais les policiers se sont préparés à charger, leurs fusils lanceurs de grenades sont passés en position horizontale : ils nous tiraient dessus ! Tout est parti en désordre, c'était la débandade, la panique. Chacun pour soi, il s'agissait de sauver sa peau.

Nous nous sommes élancés à travers les haies, sur un terrain abrupt, boueux, glissant, mon frère derrière moi. J'ai pris la suite d'un groupe, dans une pente où il fallait monter à quatre pattes. Le souffle d'une grenade tombée à deux mètres de moi m'a déplacé. C'est là que j'ai perdu Vital de vue, mais je ne me suis dit qu'il était passé avec d'autres, ailleurs. J'ai rejoint la voiture, je l'ai attendu. Les amis m'ont rejoint et, inquiets, nous sommes partis à sa recherche. Nous savions qu'il y avait beaucoup de blessés. Dans un des villages, nous avons été ralentis par un embouteillage : un policier fou furieux

cassait les pare-brise de tous les véhicules qui passaient avec la crosse de son fusil. C'était d'une violence ! Quand notre tour est arrivé, ce flic s'est fait ceinturer par ses copains, il hurlait. Une personne m'a confirmé les rumeurs : oui, il y avait un mort, et il s'appelait Viton François. Là, j'ai senti quelque chose de glacé me parcourir. »



Au sol, Vital Michalon.

Paul Michalon se rend alors à la mairie de Bouvesse, où il identifie le corps de Vital. Contrairement à ce qu'affirmera le préfet Jannin — un « décès suite à une crise cardiaque » —, l'autopsie conclura à une mort causée par « des lésions pulmonaires qui sont dues au souffle d'une explosion ». Sans se prononcer sur l'origine de celle-ci. Dans un rapport d'octobre 1979, un groupe d'experts exclura que le jeune enseignant ait pu être « victime de l'explosion d'une grenade OF 37 [offensive] explosant à moins d'un mètre de lui », et penchera pour une bombe artisanale lancée par un manifestant. Mais, pour Paul Michalon comme pour bien d'autres, l'hypothèse ne tient pas : le corps était intact, sans blessure ni impact, ce qui disqualifie les explosifs artisanaux de l'époque. « Vital a monté le chemin à quatre pattes, et la grenade est tombée devant lui, elle a roulé, et elle a éclaté entre le sol et lui, sous lui. L'effet de souffle lui a fait exploser les poumons. » À la suite de la plainte contre X déposée par les parents Michalon, le juge d'instruction rendra une ordonnance de non-lieu le 21 novembre 1980, faute de preuves concluantes.

UNE GRENADE A MAIN « OF 37 ».

La grenade qui a provoqué la mort par lésions pulmonaires de Vital Michalon est une « grenade à main OF 37 », grenade offensive modèle 1937, fabriquée par les établissements « Luchaire SA », 180 bd Hausmann à Paris. Cette grenade a un corps en deux pièces d'aluminium et est chargée de 90 grammes de TNT; son poids total est de 250 gr. Elle est équipée d'un bouchon allumeur MLE 1935 commandé par une cuillère. Dégoupillée, elle explose dans un laps de 4 à 7 secondes. Son effet de souffle est ressenti dans un rayon de 10 mètres.

Ces grenades, indique-t-on de source officielle, sont destinées à impressionner et à faire reculer les manifestants par la puissance de leur souffle et la forte détonation.

Libération 4/08/77

D'autres détails sur les grenades utilisées.

TECHNOLOGIE DE L'ARMEMENT.



« La mort de Vital m'a apporté de la vitalité »

Depuis, la famille Michalon — les six frères restants, les parents et les nombreux cousins — ont fait leur deuil. « Le jour des funérailles à Die [commune drômoise d'où était originaire Vital], nous

avons fait poser six poignées sur le cercueil, pour le porter tous ensemble », sourit Paul Michalon. Tous les dix ans, ils se rendent sur la stèle, comme ce lundi 31 juillet 2017. « On se raconte des histoires sur lui, on se marre. »

« Je ne remercie personne, je m'en serais bien passé, mais cette mort nous a éclairé sur ce qui est essentiel, "vital", estime Paul, âgé à l'époque de 22 ans, et devenu ensuite professeur d'histoire. Dans toute la famille, on retrouve ce désir de vivre une vie qui a du sens, qui fait avancer le monde, même si ça paraît un peu grandiloquent. La mort de Vital m'a apporté de la vitalité. » Cette énergie particulière, la famille désire aujourd'hui la partager avec d'autres : ils ont ainsi invité les proches de Rémi Fraisse — victime lui aussi de la violence de l'État — à la commémoration du lundi 31 juillet.



Vital Michalon.

« Nous avons nos souvenirs, mais [l]a mémoire [de Vital] ne nous appartient plus », poursuit-il. Pour toute une génération d'écologistes, « la mort de Vital Michalon est très symbolique d'une situation dans laquelle a été créé un état de guerre, avec la volonté de tuer pour tuer la contestation », soutient Raymond Avrillier. Opération réussie pour les autorités : après le 31 juillet 1977, les protestations n'ont plus jamais été les mêmes, le mouvement antinucléaire a été totalement et durablement démobilisé.

Pour autant, nombre de manifestants présents à Creys-Malville ce 31 juillet 1977 ont poursuivi leur engagement, autrement. Ainsi, Raymond Avrillier a participé à la bataille juridique contre Superphénix au sein de la Frapna, notamment à la suite de la grave fuite de sodium survenue en 1987 (*lire ci-dessous*). Georges David a contribué pendant plusieurs années au journal *Super Pholix*, participant à l'information sur le surgénérateur. Il a ensuite géré l'une des premières centrales photovoltaïques de France. Yves François s'est intéressé de près à la méthanisation agricole et à l'agroécologie. Dans le cadre des liens tissés avec des opposants japonais au surgénérateur de Monju, il a même rencontré sa femme au Japon : elle est depuis venue s'installer à Creys.

SUPERPHÉNIX, DOUZE ANS DE FIASCO



La centrale de Superphénix actuellement en cours de démantèlement.

La centrale a finalement été mise en service en 1985. Deux ans plus tard, le 8 mars 1987, 20 tonnes de sodium liquide se sont échappées du barillet de stockage du combustible nucléaire. Ce barillet est une cuve cylindrique où on laisse refroidir le combustible usagé un certain temps. À cause d'un acier mal choisi, les zones soudées se sont fissurées, permettant la fuite du sodium. Cette avarie grave a poussé le ministre de l'Industrie, Alain Madelin, à arrêter le réacteur.

Le redémarrage a été autorisé en janvier 1989. La même année, le réseau des Européens contre Superphénix s'est constitué, regroupant des dizaines d'associations et organisations de plusieurs

pays européens, dont la France, la Suisse, l'Italie. Il deviendra en 1997 le réseau Sortir du nucléaire.

En 1990, la centrale a connu une nouvelle fuite de sodium ainsi que l'effondrement d'une partie du toit de la salle des turbines sous le poids d'une couche de 80 cm de neige, alors que le réacteur était à nouveau arrêté. Le surgénérateur a redémarré au ralenti en 1994. Par décret, Superphénix est alors devenu un simple « laboratoire de recherche et de démonstration », la production d'électricité n'étant plus une priorité. Fin 1994 a eu lieu un quatrième incident majeur : une fuite d'argon (un gaz rare entourant le sodium liquide) à l'intérieur de la cuve du réacteur, qui a imposé une remise en état de sept mois.

En février 1997, alors que le surgénérateur était toujours à l'arrêt, le Conseil d'État a annulé le décret d'autorisation de redémarrage de Superphénix pris en 1994. Les associations ainsi que les villes de Genève et Lausanne ont ainsi obtenu, en droit, son arrêt.

Le 19 juin 1997, le Premier ministre, Lionel Jospin, a annoncé l'abandon de Superphénix. Un arrêté ministériel du 30 décembre 1998 conduisit à son arrêt définitif. La pression de l'opinion publique, le coût démesuré de la filière et l'accord signé entre les socialistes et les Verts ont poussé cette décision. D'après les calculs de Raymond Avrillier, au total l'installation n'a fonctionné que six mois durant les cinq premières années, deux ans durant les huit ans de son autorisation légale, et un peu plus d'un an, illégalement, de 1994 à 1997.

Depuis, des travaux de déconstruction ont été engagés, notamment le déchargement des 650 assemblages radioactifs présents dans le cœur du réacteur, et leur entreposage dans une piscine située à proximité de la centrale. Plus de 14 tonnes de plutonium irradié sont ainsi stockées à Creys-Malville. Les 5.500 tonnes de sodium liquide ont été transformées en 39.000 mètres cubes de blocs de béton-sodium légèrement radioactifs, également entreposés sur le site. Et le démantèlement pourrait encore prendre plusieurs années. Des gendarmes gardent en permanence l'ex-centrale, interdisant photos et arrêts prolongés devant le site.

Textes joints :

Pas pu les télécharger, laissé un message

Éditorial.

Lettre de Michel Grandjean.

Un témoignage de la répression.